

Impôt sur le revenu—Loi

Canadiens d'origine jamaïcaine. Il a déclaré que les Canadiens s'inquiétaient du coût de l'énergie. Il leur a dit que vers 1973, chaque fois qu'il allait se coucher, il savait que le prix du blé aurait augmenté encore quelques cents le boisseau avant qu'il ne s'éveille le lendemain matin. Le prix du pain augmentait dans un pays qui dispose de très peu de fonds et qui ne peut cultiver de blé. C'est ce genre de problème qui se fait sentir dans le monde. C'est pourquoi les chiffres que j'ai cités sont tout à l'honneur des réalisations canadiennes de la dernière décennie.

Les Canadiens font des épargnes. Les comptes de banque n'ont jamais été aussi bien garnis. Le ministre des Finances s'est donc efforcé de faire baisser les prix. En réduisant les taxes de vente de un ou de deux pour cent, il a pensé que les Canadiens seraient incités à acheter davantage.

Comme il y a dix provinces et dix gouvernements provinciaux, cela suscite un grand nombre de difficultés. Les gouvernements provinciaux ne sont pas élus pour combattre le gouvernement fédéral. Cependant, après avoir été élus, ils assument en quelque sorte un rôle qui ne leur a jamais été confié. C'est pourquoi le ministre des Finances, a courageusement . . .

M. Alexander: Laissez-tomber ce mot.

M. Stollery: . . . a courageusement décidé de rendre les produits meilleur marché au profit des commettants du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander). Le député s'oppose peut-être à cette mesure, mais le ministre des Finances de l'Ontario est parmi ceux qui l'ont proposée. Je ne vois donc pas de quoi il se plaint. Si le député veut que le prix de vente baisse de 2 ou 3 p. 100 en Ontario, il ferait bien d'y repenser. Quand ils achèteront une chemise ou tout autre bien de consommation, mes électeurs les paieront un peu moins cher. J'espère que ce geste courageux du ministre des Finances leur sera profitable.

Si j'ai une réserve à formuler, c'est dans le secteur manufacturier. On prévoit divers stimulants dans ce secteur. On met plus d'argent à leur disposition pour la recherche et le développement. On a réduit la taxe de vente et aussi l'impôt personnel. Un autre stimulant a été annoncé la semaine dernière, consistant à aplanir les difficultés relatives à l'impôt sur le gain en capital pour les entreprises familiales transmises à la seconde génération.

Toutes ces mesures sont bénéfiques et devraient aider le secteur manufacturier, surtout les petites et moyennes entreprises. Je ne sais plus très bien ce qu'est une petite entreprise. C'est difficile à définir.

Les gestionnaires sont maintenant investis d'une responsabilité. Il y a un an, on a annoncé des réductions de l'impôt des corporations. J'espère que les gestionnaires se serviront à bon escient de ces stimulants. J'espère qu'ils ne s'en serviront pas comme excuse pour justifier leur inefficacité, pour piétiner et pour chercher d'autres domaines où ils pourraient être plus concurrentiels.

Nous avons à Toronto un secteur de la petite entreprise manufacturière très dynamique, qui fabrique en grandes quantités des cravates, des chemises sport et d'autres articles de ce genre. Ils sont habituellement fabriqués en petites quantités et dans la circonscription de Spadina que j'ai l'honneur de représenter, c'est une entreprise fort rentable. Elle fait de bonnes affaires. Elle a fait preuve de souplesse en temps opportun.

● (1612)

Je me pose souvent des questions sur l'industrie de la chaussure. Les gens parlent de ses problèmes et il y en a. D'autre part, je vois des panneaux-réclame pour les chaussures Roots. Je suis très peu renseigné au sujet des souliers, mais je crois savoir que la société Roots a été fondée par des jeunes gens de Toronto. La compagnie ne ferme pas ses portes. Elle semble ouvrir de nouveaux magasins. Sauf erreur, je crois qu'elle a un magasin à New York.

Je m'inquiète cependant parce que la direction ne prend pas certaines mesures indispensables. La direction est portée à établir une entreprise et à se verser un salaire excessif au lieu d'affecter plus d'argent à la recherche sur les marchés, ce qui s'impose. J'ai vu la chose se produire à maintes et maintes reprises.

Ma famille à Toronto a exploité une petite entreprise avec grand succès sans toucher de salaires élevés. Nous avons été dans les affaires, je crois, durant 70 ans. Nous avons subi deux crises économiques. Celle de 1922 a vraiment affecté les petites entreprises au Canada. L'autre crise a eu lieu dans les années 1930. Ma famille a pu réussir en ne puisant pas trop dans les ressources de la société. Nous n'avons pas créé d'associations pour limiter la concurrence et le commerce. Le Canada abonde en cas de ce genre. Plutôt que de se fier à des études de marché pour savoir comment améliorer leur position concurrentielle, les sociétés perdent leur temps à créer des associations. Elles se plaignent évidemment ensuite du désastre inévitable qui les frappe. Mais ce désastre inévitable ne frappe pas l'entreprise qui prend les mesures qui s'imposent.

Pour terminer, je voudrais conseiller aux députés de l'opposition de se rendre, la prochaine fois qu'ils iront à Toronto, aux secteurs industriels de North York et de Mississauga. Ils y verront des centaines de petites entreprises de fabrication et d'entreposage qui font de bonnes affaires. Cela est réconfortant à voir. Malheureusement, les députés d'en face passent trop de temps dans les bureaux de direction du *Star* de Toronto. Ils ne voient que le lac Ontario. Ce n'est pas la ville, il faut regarder de l'autre côté.

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai décidé de prendre la parole lorsque j'ai entendu certaines des observations de mon préopinant. Je n'ai pas l'intention de parler du même sujet que bon nombre de députés parce que je crois que le problème se résorbera de lui-même. Le député de Spadina (M. Stollery) en a brièvement parlé. Il s'agit de la dispute qui oppose les gouvernements de Québec et d'Ottawa sur la question de la taxe de vente. Les autres provinces élèveront peut-être la voix également parce qu'elles ne se sont pas rendu compte qu'il était possible de négocier. Maintenant, elles le savent. Le problème n'est pas insoluble, mais il est là.

Beaucoup parmi nous songent parfois à l'invincibilité du parti libéral au Québec. Les libéraux croyaient qu'ils allaient remporter un grand nombre de sièges au Québec. Je suis certain que les gens ne croyaient pas, pour la plupart, que le parti libéral pouvait bousiller un tel filon, mais le ministre des Finances (M. Chrétien) a tout fait pour cela et maintenant, tous les partis politiques du Québec se sont ligués contre le gouvernement fédéral. Cela me rappelle beaucoup l'époque de Duplessis. M. Duplessis s'est maintenu longtemps au pouvoir, et il a eu beaucoup de succès. Je présume que nous sommes tous d'avis que ce genre de querelles entre les gouvernements